

*Chaque fois qu'une civilisation est en crise, il y a un retour des communs*

Solène Manouvrier

20 sept. 2019

**ENTRETIEN avec Michel Bauwens.** *Les communs n'ont rien de nouveau. L'histoire a toujours compté des citoyens mutualisant des ressources et les gérant de façon collective et autonome. Aux villes et aux Etats la responsabilité de les repérer, les connecter et les soutenir. Les communs apparaissent aujourd'hui comme un choix de société dans un monde à bout de souffle. Une société où les systèmes économiques et productifs seront enfin compatibles avec les grands équilibres planétaires.*

**On parle souvent, et de plus en plus, de communs. "Bien communs", "transports en commun", "Paris en commun"... De quoi s'agit-il exactement ?**

Michel Bauwens : **Les communs, c'est trois choses à la fois : une ressource (partagée), une communauté (qui les maintient) et des principes de gouvernance autonome précis (pour les régir).** Ce sont des choses très concrètes, qui n'existent pas par nature mais sont le fruit d'alliances entre plusieurs parties. "There is no commons without commoning". Cela peut être une coopérative d'énergies renouvelables, un projet de mobilité partagée, une connaissance partagée, une AMAP... En fait, tout le monde fait des communs sans le savoir, et en a toujours fait... selon des cycles de mutualisation plus ou moins intenses.

En fait, tout le monde fait des communs sans le savoir, et en a toujours fait... selon des cycles de mutualisation plus ou moins intenses.

**Si la mise en communs suit des cycles, où en sommes-nous aujourd'hui ?**

M. B. : Il existe des cycles longs, civilisationnels, et des cycles courts, économiques. Pour les premiers, chaque fois qu'une civilisation est en crise, il y a un retour des communs. **Car lorsque les sociétés de classe se désagrègent, lorsque les ressources sont surexploitées et viennent à manquer, mettre en commun a de plus en plus de sens.** Aujourd'hui, c'est une crise environnementale mondiale qui donne lieu à une résurgence des communs. Hier, c'était la fin de l'Empire romain, la crise du Japon au 12e siècle, en Chine au 15e siècle...

Les cycles courts sont propres au capitalisme, on les appelle cycles de Kondratiev. Ce sont des cycles de 30 ans de croissance élevée puis 30 ans de financiarisation, qui correspondent en général à des moments de démutualisation. 2008 a marqué la fin d'un cycle de ce type : on a observé un regain de projets de mutualisation à l'intérieur même du capitalisme.

**Nous serions donc actuellement dans un équilibre haut de mutualisation ?**

M. B. : La situation est à nuancer. D'une part, **dans le tiers-monde, les communs sont en danger.** Il y a une forte pression pour leur privatisation. Cela concerne, par exemple, les ressources naturelles et les terres en Afrique. D'autre part, les nouvelles technologies facilitent l'émergence de communs de la connaissance, à petite comme à grande échelle, ce qui n'était pas possible auparavant. Finalement, en Occident, on observe bien un regain des communs. Depuis 2008, ils ont été multipliés par 10. C'est ce que j'ai constaté à Gand : il y avait 50 projets de communs urbains en 2006, en 2016, il y en avait 500.

**Si les communs sont de plus en plus nombreux... n'en demeurent-ils pas toujours minoritaires dans l'économie globale ?**

M. B. : Ce qui est certain, aujourd'hui, c'est qu'il existe un mouvement de fausse mutualisation. Ce que l'on appelle "économie du partage" correspond en réalité à des modèles très extractifs. On mutualise des ressources sans donner leur contrôle aux usagers, un critère pourtant essentiel pour parler de communs. J'appelle cela du "capitalisme captaliste", un capitalisme prédateur qui exploite la coopération humaine.

D'un côté, ce sont Google et Facebook qui mettent en commun la connaissance de l'humanité, facilitent sa communication et son partage tout en mobilisant notre attention et nos données à des fins marchandes - et sans nous rétribuer pour cela. De l'autre, ce sont Uber et Airbnb qui mutualisent des ressources

personnelles (une voiture, une place de parking, un appartement...), permettent leur échange en pair à pair et prélèvent une commission sur chacune de ces interactions.

Cela renvoie à un vieux débat du 19e siècle entre Marx et Proudhon. Selon Marx, l'exploitation venait de la plus-value alors que pour Proudhon, elle venait de la coopération... C'est l'idée selon laquelle en mettant 100 artisans ensemble, ils seront plus productifs que s'ils étaient séparés. Aujourd'hui, Proudhon aurait raison : le capitalisme est proudhonien !

Selon Marx, l'exploitation venait de la plus-value alors que pour Proudhon, elle venait de la coopération...

Cela dit, des alternatives existent partout. A Gand, il y a Uber, certes, mais à côté de cela on trouve deux coopératives de mobilité partagée. A l'échelle des villes, chaque système d'approvisionnement humain existe sur un modèle orienté vers le communs, en particulier pour l'alimentation et l'énergie.

**Alors que les communs sont très avancés dans certaines villes... ils restent balbutiants dans d'autres... Comment l'expliquer ?**

M. B. : Le premier élément explicatif, c'est le contexte historique. A Gand, il est assez unique. Dès le Moyen-Âge, la ville était auto-gérée par des guildes, puis devint une république calviniste. Elle fut le berceau du mouvement ouvrier en Belgique, avec la première réindustrialisation textile. Pendant 20 ans, des coalitions progressistes étaient au pouvoir. Historiquement, les gens ont pu prendre des initiatives à Gand, ils ont toujours été soutenus. On trouve des phénomènes similaires en France : à Nantes, à Nancy,...

**L'interventionnisme politique peut-il encourager les mouvements de mutualisation au sein des villes ?**

M. B. : On ne part jamais de zéro, les communs préexistent toujours à l'action des villes. Ce sont des gens, des projets qui fonctionnent, sont résilients mais parfois isolés. Le rôle de la ville, c'est d'abord de repérer ces initiatives, de les écouter et de répondre à leurs besoins. D'un autre côté, les communs ne peuvent jamais se faire sans la ville. Il faut au moins un accord de principe, un laissez-faire officieux. Par exemple, à Gand, il y avait une abbaye que la ville ne pouvait plus maintenir en état. Les citoyens du quartier ont demandé la clé du bâtiment. Cela dure depuis 10 ans : ils y organisent des événements culturels tous les week-ends. Elinor Ostrom disait qu'aucun commun ne peut réussir sans l'accord des entités publiques. La ville a forcément, a minima, un rôle de régisseur.

Le rôle de la ville, c'est d'abord de repérer les communs, de les écouter et de répondre à leurs besoins.

Dans certaines villes, il y a un portage politique fort autour des communs. C'est le cas à Barcelone, avec le plan pluriannuel "Barcelone en commun", à Bologne où des institutions public-commun permettent à des citoyens de prendre soin de ressources partagées, ou encore à Naples, avec la reconnaissance et le soutien du maire Luigi de Magistris à plus de 60 communs dans la ville. Lier les communs aux soutiens de la ville n'est pourtant pas sans risques, cela peut créer un lien de dépendance. **Ce qu'il faut, ce sont des structures public-commun : des structures qui rassemblent les citoyens et stimulent leur pouvoir d'auto-organisation.**

**Ces structures public-commun seraient-elles envisageables à l'échelle d'un pays, du monde ? Ou les communs sont-ils limités à l'enceinte des villes ?**

Le problème politique aujourd'hui, au niveau national - aussi bien pour la gauche que la droite - c'est la croyance selon laquelle la valeur vient du marché. Les communs représentent un système tout à fait différent, dans lequel ce sont tous les citoyens qui créent de la valeur et contribuent aux communs. Si certaines villes ont compris ce modèle, il n'y a pas de force politique qui le porte à l'échelle d'un pays. A la place, on observe des coalitions de villes pro-communs, avec une gouvernance en réseau. Mais idéalement, il faudrait convaincre les mouvements politiques à l'échelle nationale de la pertinence des communs.

Le problème politique aujourd'hui, au niveau national - aussi bien pour la gauche que la droite - c'est la croyance selon laquelle la valeur vient du marché.

**Comment passer la mutualisation "à l'échelle" ? Comment transformer l'ensemble d'un pays selon une logique de communs ?**

M. B. : Tout le monde ne suivra pas en même temps mais si on réussit à mobiliser 10% de la population, on aura gagné, le reste suivra. Aujourd'hui, les acteurs de la production durable ne représentent que 2% et ils se sentent seuls... A ce niveau là, **la puissance publique peut jouer un rôle d'exemple et d'entraînement considérable.**

Un moyen serait de capitaliser sur les forces vives de la société en soutenant toutes les initiatives en faveur des communs. Cela pourrait se traduire par des conseils de transition pour chaque grand secteur de l'approvisionnement : un conseil de l'alimentation, un conseil de la mobilité, un conseil du logement... Dans ces conseils, on donnerait une voix et un pouvoir aux pionniers de la transition : ceux qui travaillent dans les marges et montrent qu'une autre voie est possible. Je crois sincèrement dans ce modèle de démocratie - ni participative ni délibérative mais contributive. Tu as une voix parce que tu as démontré que tu fais.

Je crois sincèrement dans ce modèle de démocratie - ni participative ni délibérative mais contributive. Tu as une voix parce que tu as démontré que tu fais.

Une autre moyen, ce serait de réglementer. Un Etat pourrait par exemple imposer "100% de la nourriture produite localement, saine et bio". A Gand, nous avons plus de 100 millions de repas par an, cela correspond déjà à des centaines d'emplois locaux. On pourrait, de la même façon, imposer que les voitures soient produites localement, des voitures à la fois durables et bio-dégradables.

**Revenir à une production locale, distribuée... serait-ce un moyen de mettre les communs au service de l'environnement ?**

M. B. : C'est ce que j'appelle la production cosmo-locale. Ni protectionniste, ni libérale, c'est partager les connaissances (ce qui est léger) au niveau mondial mais produire (tout ce qui est lourd) au niveau local, sur demande. **De cette façon, on diminue le poids thermo-dynamique des gens sur la terre.** On possède déjà toutes les technologies pour opérer ce changement de système, mais elles ne sont pas encore mises ensemble.

**Si ce n'est pas un problème technologique, qu'est-ce qui empêche de revenir à des systèmes de production locaux ? Tant qu'il existera une différence dans les coûts de production, délocaliser se justifiera toujours d'un point de vue économique...**

M. B. : Aujourd'hui, on dépense beaucoup plus dans le transport que dans la production - c'est un non sens ! Pour changer les choses, il faudrait une volonté politique forte, à la fois sociale et environnementale. Il s'agit de reconnaître d'autres formes de valeur que la valeur marchande et de prendre en compte le niveau et les limites des ressources planétaires dans nos systèmes productifs, économiques et financiers.

Par exemple, nos systèmes comptables devraient être thermo-dynamiques : équilibrer la matière employée pour la production et les limites écologiques planétaire. Aujourd'hui, tu peux savoir combien tu utilises de métaux rares, combien tu émetts de gaz, combien d'énergie tu utilises - sans aucune information sur le monde qui t'entoure et ses limites. Le monde peut s'effondrer, cela ne se voit pas dans la comptabilité.

Aujourd'hui, le monde peut s'effondrer, cela ne se voit pas dans la comptabilité.

Cela doit également se traduire dans nos monnaies d'échange. **Actuellement, la monnaie ne représente rien.** Elle pourrait pourtant représenter le monde extérieur et la finitude de ses ressources. Par exemple, avec le projet "fish coin", la monnaie représente le stock de poisson que l'on peut pêcher sans endommager leur reproduction.

Pour prendre les bonnes décisions au jour le jour et faire advenir une économie perma-circulaire véritablement durable, tous les acteurs économiques et politiques doivent être jugés à l'aune du bien et du tort qu'ils font - tant à la planète qu'aux êtres humains.